

LOUISA HANOUNE

# Le Parti des travailleurs se méfie du CNT libyen

**Intervenant à l'ouverture des travaux de l'université d'été du Parti des travailleurs qui se tient à Zéralda jusqu'au 28 août, Louisa Hanoune a déclaré que son parti ne reconnaissait pas le Conseil national de transition libyen. La secrétaire générale du PT justifie la position de son parti principalement par «la tutelle étrangère qui plane sur le Conseil».**

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) -** Emettant des réserves quant aux actions du CNT tout en étant solidaire avec le peuple libyen, Louisa Hanoune a déclaré que son parti «soutient les peuples dans leurs ambitions démocratiques mais rejette catégoriquement les ingérences et interventions étrangères dans les conflits internes». Elle dira, par ailleurs, être préoccupée par les répercussions du conflit sur la région et a souligné que le peuple libyen avance vers l'inconnu et vers une situation empreinte d'opacité.

«Nos craintes sont justifiées par la composition du CNT et par l'intervention militaire de l'Otan», a souligné Louisa Hanoune.

Pour la présidente du PT, la position algérienne est de mise «puisqu'elle prône le dialogue entre les parties en conflit». Le PT exprime ainsi ses inquiétudes : «En raison d'une présence étrangère dans la région et d'un problème d'insécurité aux portes de l'Algérie

qui partage avec la Libye 900 km de frontières.» Elle dira, par ailleurs, que l'Algérie n'est pas à l'abri des conflits qui ébranlent les pays arabes et doit en tirer des leçons.

Lors de l'université d'été du Parti des travailleurs, la secrétaire générale du parti a assuré qu'il n'existait pas actuellement de volonté pour un changement démocratique et politique. Ce dernier, selon les militants du PT, éviterait une rentrée minée par les conflits et les mouvements de protestation. Selon M<sup>me</sup> Hanoune, les projets de loi sur les réformes expriment «une volonté de l'Etat de continuer dans sa logique de refus du changement et du multipartisme».

Selon la secrétaire générale du PT, «c'est dans cette logique qu'ont été élaborés les projets de loi sur les élections, les partis et l'information» Abordant la question de la révision du dispositif législatif, Louisa Hanoune a assuré que ce



Photo : Samir Sid

Louisa Hanoune inquiète quant aux répercussions de la crise en Libye.

dernier «ne s'adapte pas aux aspirations du peuple algérien». Elle déclarera, encore une fois, que le débat national sur la révision de la Constitution «doit impérativement être entamé avant l'amendement

des autres textes». La deuxième journée de l'université d'été a été consacrée à la crise économique, et les différents intervenants, militants du PT, ont exprimé leurs inquiétudes concernant les avoirs

de l'Algérie. «Plus de transparence et de sécurité doit être assuré quant au placement de ces avoirs», a déclaré Louisa Hanoune.

F.-Z. B.

## L'APRÈS-KADHAFI : QUELLE PRIORITÉ FRANÇAISE ?

# Partage du gâteau ou instauration d'un régime démocratique ?

**Les priorités en Libye sont clairement et officiellement affichées par la France : reconstruire tout en veillant au meilleur positionnement en récompense de son engagement militaire. D'autres pays – à l'initiative de la France qui les qualifie «d'amis de la Libye» – se retrouveront jeudi 1<sup>er</sup> septembre en conférence à Paris pour discuter de l'après-Kadhafi. En attendant, le dictateur libyen n'a pas encore été retrouvé, et ce, malgré l'appui des forces spéciales françaises et britanniques sur le terrain et les raids aériens de l'Otan. Et c'est dans ce contexte que l'Elysée aurait annoncé hier «le voyage à Tripoli, Benghazi et Misrata de Sarkozy et David Cameron (1<sup>er</sup> ministre britannique) dès que Kadhafi aura été capturé».**

De notre bureau de Paris,  
Khadidja Baba-Ahmed

Préparer l'après-Kadhafi lors de conférence du 1<sup>er</sup> septembre à Paris et «aller bien au delà du seul groupe de contact. Notre intention, c'est très clairement d'inviter nos amis chinois, nos amis russes, nos amis brésiliens, les indiens». Ce sont les propos de Nicolas Sarkozy qu'il tenait jeudi lors d'une conférence conjointe avec Mahmoud Jibril, premier ministre du Conseil national de transition CNT libyen, présent à Paris, à l'invitation du chef de l'Etat français.

Pour rappel, le groupe de contact créé lors des

conférences de Paris puis de Londres en mars dernier était la structure de pilotage politique des opérations militaires conduites par l'OTAN.

Aujourd'hui, selon le point de presse du Quai d'Orsay de cette semaine et compte tenu de l'évolution de la situation en Libye, «il est essentiel de réaffirmer la mobilisation de la communauté internationale aux côtés du peuple libyen alors que celui-ci retrouve, enfin, la liberté et s'apprête à construire son propre modèle démocratique».

La reconstruction n'a certainement pas le même contenu selon que l'on se place du côté du CNT ou de



Mahmoud Jibril, Premier ministre du CNT, reçu par Nicolas Sarkozy.

celui de tous les pays qui s'apprêtent à prendre une part naturellement juteuse pour leur propre économie – à cette reconstruction. Mahmoud Jibril s'est démené tant en Italie qu'en France pour demander «une aide urgente de 5 milliards de dollars» destinée avant tout aux Libyens «n'ayant pas perçu de salaires depuis des mois».

En fait d'aide, il s'agit de récupération des avoirs de la Libye bloqués depuis le 26 février dernier par la commission des sanctions du Conseil de sécurité de

l'ONU. Ce dernier vient d'accepter justement jeudi de débloquent 1,5 milliard de dollars d'avoirs libyens après qu'un accord de dernière minute fut intervenu entre les Etats-Unis et l'Afrique du Sud, ce dernier pays n'ayant pas accordé jusque-là de légitimité au CNT non reconnu, qui plus est, par l'Union Africaine.

Fort de ce début de déblocage des avoirs de leur pays, les membres du CNT espèrent relancer dans les deux semaines les exportations de pétrole pour leur faire atteindre leur plein

régime d'ici un an. Alors que Ali Tarhouni, vice président du CNT et chargé des Finances et du pétrole, prie de dire si les entreprises venant de pays n'ayant pas soutenu la rébellion seraient pénalisées dans la reconstruction pétrolière, répondait pas que je sache», Moustapha Abdeldjalil, le chef du CNT, développait quant à lui un autre discours, jeudi : «Nous promettons de favoriser les pays qui nous ont aidés, notamment au travers du développement de la Libye. Nous les traiterons en fonction du

soutien qu'ils nous ont apporté.»

La France peut, de ce fait, se frotter les mains. Le fait d'avoir, la première, reconnu le CNT et qu'elle se soit engagée militairement en Libye place ses entreprises en pole position dans la reconstruction. L'entreprise Total, le géant pétrolier français qui s'était très tôt – début mars – déplacé à Benghazi pour soutenir les insurgés attend et qui n'exploitait jusque-là que 3% des 1,6 millions de barils jours libyens, va voir sa part du gâteau s'étendre. Il en est de même, selon le quotidien *l'Humanité*, de GDF/SUEZ totalement absent jusque-là et qui pourrait profiter du potentiel non négligeable en Gaz de la Libye.

L'heure est donc au partage du gâteau et l'on est loin du souci de démocratisation prôné dans les tout débuts de l'intervention. Tous ces calculs et ces visées de positionnement omettent de prendre en compte le patchwork idéologique qui caractérise le CNT et qui peut constituer une menace d'éclatement de par l'absence de vision politique et sociale de la Libye de demain.

K. B.-A.